

Monsieur Edouard PHILIPPE
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

PH/FLC/0606.20

Monsieur le Premier ministre,

Nous voudrions vous alerter très vivement et très sincèrement sur les conséquences de la déprogrammation des actes invasifs non liés à la pathologie COVID. Nous avons été contactés par de très nombreux médecins qui lancent un cri d'alarme.

En mars, la crise sanitaire a entraîné le déclenchement justifié du Plan Blanc qui a conduit à une déprogrammation des actes invasifs non liés à la pathologie COVID. Les plateaux techniques d'imagerie ont été réservés aux patients atteints par le virus, les plateaux d'endoscopie ont été quasiment mis à l'arrêt faute de médecins anesthésistes réanimateurs qui étaient dédiés à la prise en charge des patients COVID.

Cette priorité était légitime. Toutefois, ce qui était facilement gérable sur une période courte, pour les patients atteints d'autres maladies graves, pose désormais des problèmes considérables.

Le confinement a conduit à limiter les consultations auprès des médecins généralistes et des spécialistes d'organes, entraînant un retard de diagnostic et de suivi. Des interventions chirurgicales ont été reportées de plusieurs semaines et les examens de contrôle en cours de traitement ou de surveillance ont été rendus difficiles, voire impossible.

Dans le domaine du cancer la mise à l'arrêt des dépistages, le retard des examens diagnostiques, le report d'interventions chirurgicales sont lourds de conséquence, et peuvent entraîner une perte de chances.

La Ligue contre le cancer au niveau national et tous ses comités départementaux à travers la France, ont poursuivi leurs activités durant toute cette période et n'ont cessé d'adresser des messages aux patients pour qu'ils consultent leur médecin traitant en cas d'apparition de signes inhabituels. Il leur était demandé de respecter les rendez-vous de consultation et de ne pas reporter leurs traitements.

La situation n'est pas encore revenue, aujourd'hui, à la normale. Les effectifs des personnels sont dans certains secteurs très largement en dessous des effectifs théoriques (de 30 à 40%), des lits ont été fermés et des chimiothérapies retardées faute de place ou de personnel.

Aussi, nous souhaiterions savoir ce qui est prévu pour remettre le patient au centre du dispositif et pour éviter une détérioration de la santé des plus fragiles.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'assurance de notre respectueuse considération.

Les députés signataires :

Damien Abad	Michel Herbillon
Emmanuelle Anthoine	Patrick Hetzel
Julien Aubert	Sébastien Huygues
Nathalie Bassire	Mansour Kamardine
Thibault Bazin	Brigitte Kuster
Valérie Bazin-Malgras	Sébastien Leclerc
Valérie Beauvais	Constance Le Grip
Emilie Bonnivard	Marc Le Fur
Jean-Yves Bony	Geneviève Levy
Ian Boucard	David Lorion
Jean-Claude Bouchet	Véronique Louwagie
Valérie Boyer	Emmanuel Maquet
Xavier Breton	Olivier Marleix
Bernard Brochand	Jean-Louis Masson
Fabrice Brun	Gérard Menuel
Jacques Cattin	Frédérique Meunier
Gérard Cherpion	Maxime Minot
Dino Cinieri	Jérôme Nury
Eric Ciotti	Eric Pauget
Pierre Cordier	Bernard Perrut
Josiane Corneloup	Bérengère Poletti
François Cornut-Gentille	Aurélien Pradié
Marie-Christine Dalloz	Didier Quentin
Olivier Dassault	Alain Ramadier
Bernard Deflesselles	Nadia Ramassamy
Rémi Delatte	Robin Reda
Vincent Descoeur	Jean-Luc Reitzer
Eric Diard	Frédéric Reiss
Fabien Di Filippo	Bernard Reynes
Julien Dive	Vincent Rolland
Jean-Pierre Door	Raphaël Schellenberger
Marianne Dubois	Jean-Marie Sermier
Virginie DUBY-MULLER	Eric Straumann
Pierre-Henri Dumont	Michèle Tabarot
Daniel Fasquelle	Jean-Louis Thiériot
Nicolas Forissier	Isabelle Valentin
Laurent Furst	Pierre Vatin
Claude de Ganay	Arnaud Viala
Jean-Jacques Gaultier	Michel Viale
Annie Genevard	Stéphane Viry
Philippe Gosselin	